



LA SUISSE ET LE PROGRAMME COMMUN DES NATIONS UNIES SUR LE VIH/SIDA (ONUSIDA)

FAITS ET CHIFFRES

Mandat

Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) est chargé de mettre en place une approche cohérente et intégrée afin de mener la riposte contre le VIH/sida. Il a pour objectif de réduire le nombre de personnes nouvellement infectées par le VIH et d'accroître l'espérance et la qualité de vie de toutes celles qui sont touchées par le sida. Ainsi, la riposte s'articule autour des personnes et non de la maladie. En outre, l'ONUSIDA définit l'action à mener au niveau mondial et constitue l'une des principales sources de données concernant le VIH.

Type d'organisation

Programme commun de l'ONU composé du Secrétariat de l'ONUSIDA et de onze organismes coparrainants (voir p. 2)

Institution

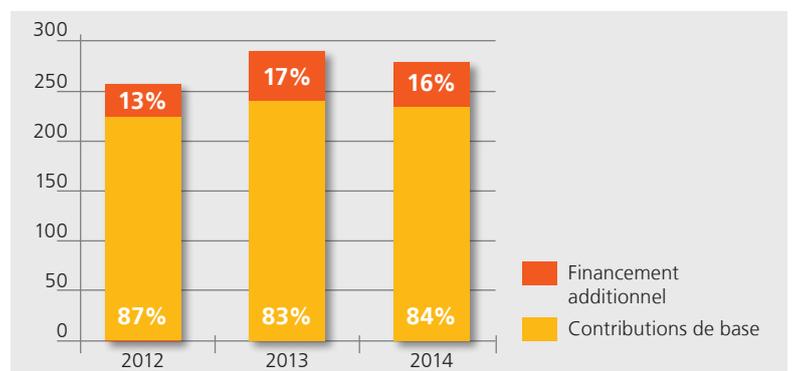
- **Direction de l'organisation :**
Michel Sidibé (Mali), directeur exécutif
- **Siège :** Genève
- **Nombre de bureaux :** 7 bureaux régionaux et plus de 80 bureaux nationaux
- **Nombre de collaborateurs (au 1er avril 2015) :**
832 (dont 237 au siège)
- **Fondé en :** 1996
- **Organe directeur :** le Conseil de coordination du programme (CCP) est l'organe directeur de l'institution. La Suisse fait partie d'un groupe de vote qui comprend aussi la Suède, l'Autriche et l'Islande. Conformément au système de rotation établi, elle représente le groupe au sein du CCP pour la période 2013-2016. Elle assume en outre la vice-présidence du CCP en 2015, et sa présidence en 2016.

Suisse (2015)

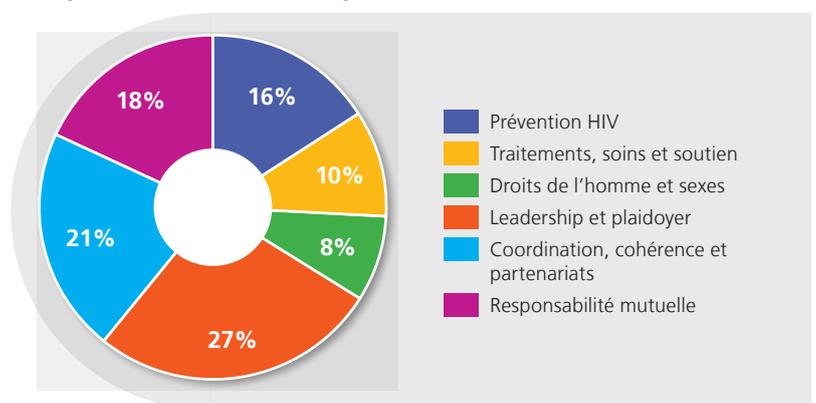
- **Contribution financière annuelle :**
Contribution de base : 10 millions CHF
- **Nombre d'employés suisses :** 6

Site Internet : www.unaids.org/fr

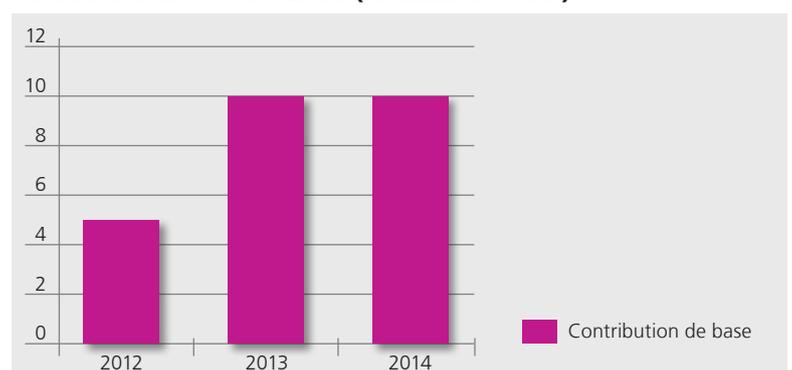
Totales des recettes de l'ONUSIDA (en millions CHF)



Dépenses de l'ONUSIDA par domaine d'intervention (2014)



Contributions de la Suisse (en millions CHF)



ONUSIDA

Mandat

Fondé en 1996, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) a été chargé d'élaborer une riposte cohérente et intégrée à l'épidémie de VIH/sida. Active dans les domaines de la prévention, des traitements, des soins, de l'assistance et des droits de l'homme, l'ONUSIDA est aussi une organisation de premier plan dans la définition de politiques mondiales et constitue l'une des principales sources de données et d'analyses concernant le VIH/sida.

Unique en son genre dans le système des Nations Unies, l'ONUSIDA réunit les ressources de son secrétariat et l'expérience et le savoir-faire de ses onze organismes coparrainants, qui mettent en œuvre conjointement sa stratégie :

- le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
- le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
- le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)
- l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes)
- l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)
- le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)
- l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC)
- l'Organisation internationale du travail (OIT)
- le Programme alimentaire mondial (PAM)
- l'Organisation mondiale de la santé (OMS)
- la Banque mondiale

Objectifs à moyen terme

Conformément à la cible n° 3.3 (Agenda 2030), l'ONUSIDA vise à mettre fin à l'épidémie de sida comme menace pour la santé publique d'ici à 2030. Comme le prévoit sa stratégie pour 2016-2021 « Accélérer la riposte pour mettre fin au sida », l'ONUSIDA va intensifier ses efforts dans trois domaines stratégiques :

1. Réduire le nombre d'infections par le VIH
2. Réduire le nombre de décès liés au sida
3. Éliminer les discriminations liées au VIH / sida

A propos des Objectifs de développement durable (ODD) et afin de souligner l'importance d'une approche multisectorielle de la riposte au VIH/sida, la stratégie 2016-2021 de l'ONUSIDA a défini huit domaines de résultats liés à cinq ODD qui sont considérés comme déterminants pour l'éradication du sida :

Bonne santé et bien-être (ODD 3)

- Les enfants, les adolescents et les adultes vivant avec le VIH ont accès au dépistage, connaissent leur statut et se voient immédiatement proposer un traitement de qualité, abordable et pérenne.
- Les nouvelles infections à VIH chez les enfants sont éliminées et la santé et le bien-être de leur mère sont préservés.

Réduction des inégalités (ODD 10)

- Les jeunes, en particulier les jeunes femmes et les adolescentes, ont accès aux services de prévention combinée et sont autonomisés pour se protéger du VIH.
- Des services de prévention combinée du VIH personnalisés sont accessibles aux populations clés, notamment les professionnels du sexe, les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les consommateurs de drogues injectables, les personnes transgenres, les prisonniers et les migrants.

Egalité entre les sexes (ODD 5)

- Les femmes et les hommes pratiquent et encouragent les normes de sexospécificité et travaillent ensemble à mettre fin à la violence sexiste, sexuelle et à l'encontre du partenaire intime pour atténuer les risques et l'impact du VIH.

Paix, justice et des institutions fortes (ODD 16)

- Les lois, les politiques et les pratiques punitives, la stigmatisation et la discrimination qui entravent l'efficacité des ripostes au VIH sont supprimées.

Partenariats pour la réalisation des objectifs (ODD 17)

- La riposte au sida est entièrement financée et mise en œuvre efficacement sur la base d'informations stratégiques fiables.
- Des services liés au VIH et de santé centrés sur les populations sont intégrés dans le contexte de systèmes de santé renforcés.

Résultats

Des efforts considérables ont été accomplis dans le cadre des Objectifs du millénaire pour le développement, mais il reste beaucoup à faire.

Prévention des nouvelles infections par le VIH

Le nombre de personnes nouvellement infectées par le VIH continue de baisser dans la plupart des régions du monde. Il était estimé à 2,1 millions en 2013, ce qui représente une diminution de 38 % par rapport aux 3,4 millions de cas recensés en 2001. Rien qu'au cours des trois dernières années, le nombre de primo-infections a reculé de 13 %. En facilitant l'accès des femmes enceintes séropositives aux traitements anti-rétroviraux, on a accompli des progrès considérables pour réduire le nombre de primo-infections chez les enfants : entre 2002 et 2013, elles ont ainsi chuté de 58 %, à 240 000 nouveaux cas. Il reste cependant fort à faire sur le plan de la prévention, notamment en matière de connaissance du VIH/sida et d'éducation à la santé et aux droits sexuels et reproductifs, en particulier chez les jeunes.

Dépistage et traitement

Les personnes vivant avec le VIH sont plus nombreuses à connaître leur statut et à recevoir un traitement adapté. Les efforts visant à augmenter l'accès au traitement antirétroviral (TAR) portent leurs fruits dans la mesure où 90 % des personnes dépistées sé-



Le Conseil de coordination du programme ONUSIDA à Genève, 2015 (© ONUSIDA/R.Farrell)

ropositives en Afrique sub-saharienne ont accès à un traitement. Il n'en reste pas moins que sur l'ensemble des personnes vivant avec le VIH dans le monde, qui sont estimées à 35 millions, 19 millions ignorent leur séropositivité et n'ont donc pas accès au TAR. En 2013, les décès liés au sida ont été estimés à 1,5 million, un chiffre en baisse de 35 % depuis qu'il a culminé en 2005. Rien qu'au cours des trois dernières années, les décès liés au sida ont chuté de 19 %, leur plus fort recul depuis dix ans. La tranche d'âge des 10-19 ans est la seule dans laquelle les décès liés au sida ont augmenté au cours des sept dernières années.

Stigmatisation, discrimination et inégalités

La prévention, le traitement et les soins liés au VIH sont aujourd'hui plus répandus qu'il y a dix ans. Mais la stigmatisation et la discrimination restent des obstacles importants aux efforts accomplis dans ces domaines et créent des inégalités d'accès à ces services, d'autant que certaines personnes sont plus exposées, plus vulnérables et plus affectées que d'autres. L'ONUSIDA soutient les pays qui privilégient une approche ciblée des populations et des environnements les plus exposés et qui adaptent leur politique et leur cadre juridique en conséquence.

SUISSE

La Suisse estime que l'ONUSIDA est la plateforme multilatérale la plus importante qui existe dans la lutte contre le VIH/sida et apprécie tout particulièrement les efforts qu'il déploie pour coordonner et harmoniser les actions engagées au sein du système onusien. Enfin, les objectifs que poursuit l'ONUSIDA sont en parfaite adéquation avec les priorités suisses en matière d'aide humanitaire et de coopération au développement.

Objectifs de la Suisse à moyen terme

Dans son dialogue avec l'ONUSIDA, la Suisse vise en priorité les objectifs suivants :

• Sensibiliser les jeunes de façon plus efficace

Les jeunes, surtout ceux qui appartiennent aux populations à risque, sont particulièrement vulnérables face au VIH/sida. Ils rencontrent des obstacles sur le plan des lois et des politiques et ont du mal à accéder à des informations précises, à l'éducation et à des services adaptés. La Suisse recommande que l'on accorde la priorité absolue aux besoins des jeunes en matière à la fois de VIH/sida et de santé et de droits sexuels et reproductifs. Par son soutien à l'initiative ACT!2015 conduite par l'ONUSIDA, la Suisse renforce l'engagement des jeunes dans le dialogue politique mondial, régional et national et dans les mécanismes de surveillance et de responsabilité, afin de les rendre capables de défendre eux-mêmes leurs besoins et leurs droits.

• Intégrer dans un cadre plus large le VIH/sida et les services de santé sexuelle et reproductive, et renforcer les systèmes de santé

Des progrès considérables ont été accomplis dans la réduction du nombre de primo-infections, dans l'accès aux traitements, aux soins et au soutien, et dans la diminution du nombre de décès liés au sida. La riposte au sida a toutefois eu tendance à opérer dans un certain isolement, au détriment de sa pérennité. La Suisse plaide pour une approche plus globale favorisant l'intégration du VIH/sida et de la santé sexuelle et reproductive. Elle œuvre aussi pour que la riposte au sida contribue à renforcer les systèmes de santé.

• Renforcer l'approche multisectorielle

L'ONUSIDA applique une approche multisectorielle, conformément à son mandat. La Suisse recommande un renforcement accru de cette approche afin d'assurer une collaboration cohérente et efficace entre les coparrainants du programme. Elle recommande aussi que l'ONUSIDA partage son expérience aussi largement que possible, afin de nourrir les débats sur les approches multisectorielles visant à atteindre les ODD.

Résultats de la collaboration entre la Suisse et l'ONUSIDA

Au sein du CCP, la Suisse fait partie d'un groupe de vote qui comprend aussi la Suède, l'Autriche et l'Islande, et elle travaille en étroite collaboration avec le groupe de vote qui regroupe le Danemark, la Finlande et la Norvège. Conformément au système de rotation établi, elle représente son groupe au sein du CCP pour la période 2013-2016. Grâce à sa participation active, la Suisse est associée à des discussions et des décisions importantes. Les connaissances et l'expérience des bureaux suisses de coopération et de leurs partenaires enrichissent les déclarations de son groupe. La Suisse a par ailleurs été élue à la vice-présidence du CCP pour 2015, et à sa présidence



pour 2016. Dans l'exercice de ces mandats, elle joue un rôle important dans la préparation et la conduite des réunions du CCP.

La collaboration suisse a débouché ces dernières années sur les résultats suivants :

La prévention reste la pierre angulaire de l'action de l'ONUSIDA

Lors de ses échanges avec l'ONUSIDA, la Suisse insiste, avec d'autres pays, sur l'importance de la prévention dans la riposte au sida. La prévention au sens large et celle qui cible des populations et des environnements particulièrement exposés restent l'un des piliers de la nouvelle stratégie de l'ONUSIDA pour 2016-2021.

Accorder une attention accrue aux besoins des jeunes

La Suisse saisit toutes les occasions de se focaliser sur les jeunes et de souligner l'importance de leurs besoins en matière à la fois de VIH/sida et de santé et de droits sexuels et reproductifs. Elle a contribué activement à un débat d'une journée au sein du CCP intitulé « Le VIH, les jeunes et les adolescents », à la suite duquel le CCP a décidé d'accélérer son action dans ce domaine. Elle soutient depuis 2015 l'initiative ACT1:2015 conduite par l'ONUSIDA, qui vise à faire entendre la voix des jeunes dans les débats et les décisions politiques au niveau mondial, régional et national.

Intégration du VIH/sida et de la santé sexuelle et reproductive pour contribuer à renforcer les systèmes de santé

Comme beaucoup d'autres Etats membres, la Suisse est convaincue qu'on ne peut pas lutter contre le VIH/sida de façon isolée. Aussi recommande-t-elle résolument, dans un double souci de pérennité et d'efficacité, que la riposte au sida soit intégrée dans

un programme plus vaste consacré à la santé et aux droits sexuels et reproductifs, et qu'elle contribue activement au renforcement des systèmes de santé. Ces aspects sont de plus en plus présents dans les débats du CCP et ont fait l'objet d'une attention accrue dans la stratégie de l'ONUSIDA pour 2016-2021.

Donner la priorité à une approche multisectorielle

Les causes et les effets du VIH/sida sont multiples et complexes. L'ONUSIDA a inscrit dans sa stratégie pour 2016-2021 une approche multisectorielle telle que la recommande la Suisse avec d'autres Etats membres, et conformément à l'esprit de l'Agenda 2030.

Renforcer l'efficacité et l'efficacé

La Suisse et d'autres partenaires ont activement contribué à ce que les instruments de planification et de suivi de l'ONUSIDA gagnent en transparence. Ces dernières années, par exemple, la division du travail entre le Secrétariat de l'ONUSIDA et ses onze coparticipants a été consolidée et les tâches de chaque partenaire ont été redéfinies en fonction de leurs compétences. Cette démarche permet d'intensifier la coordination et la cohérence, de manière à optimiser l'efficacité et l'efficacé.

LES DÉFIS DE L'ONUSIDA

Le financement de la riposte au sida est sans conteste l'un des enjeux des années à venir. Des analyses récentes ont montré clairement que pour mettre fin à l'épidémie de sida comme menace pour la santé publique d'ici à 2030 (comme le prévoit l'Agenda 2030), un effort accru sera nécessaire au cours des années à venir. A cette fin, et dans un esprit de partage des responsabilités, l'ONUSIDA aide les pays à faible et à moyen revenus à trouver davantage de ressources nationales. Il favorise en outre la collaboration avec de multiples acteurs, y compris le secteur privé. En plus de lever davantage de fonds, il faudra faire en sorte d'améliorer l'efficacité de la riposte au sida.

Contact :
health@eda.admin.ch